


# “La N-VA ne va quand même pas se dire tout à coup QUE LA BELGIQUE, C’EST GÉNIAL”

 Laurette Onkelinx mènera l'opposition face à un “gouvernement de rupture” dans la tradition belge

## Laurette Onkelinx, êtes-vous prête à monter au front ?

“Oh, je pense que les partis qui négocient vont rapidement former un gouvernement. Il y a beaucoup de signes en ce sens. Ce sera un gouvernement un peu particulier, un gouvernement de totale rupture dans notre pays. Nous avons toujours construit un équilibre entre francophones et néerlandophones, que ce soit à l'échelle du pays ou en Région bruxelloise. Il existe des mécanismes de protection des minoritaires. C'est comme ça que peut survivre notre pays, cet équilibre des forces et de protection des minorités.”

## Un gouvernement de rupture ?

“On va être dans une configuration très particulière. Le gouvernement flamand vient au fédéral en emportant les deux tiers des électeurs flamands. Au niveau francophone, c'est en revanche une toute petite minorité qui sera représentée - à peine un sur quatre - et en rupture avec les Régions.”

## C'est inquiétant ?

“Oui, c'est inquiétant.”

## Pourquoi ?

“Parce que vous n'avez plus cet équilibre des forces. On aura un gouvernement de droite, sous domination nationaliste, ou les francophones seront totalement en minorité. Le plus grand parti du gouvernement fédéral sera nationaliste.”

## La N-VA semble s'être engagée à laisser le communautaire totalement de côté...

“Il ne faut tout de même pas être trop naïf. La N-VA ne va quand même pas se dire tout à coup que la Belgique, c'est génial. Il ne va pas abandonner ses visées communautaires et la doctrine Madens qui vise, par les compétences (Justice, Santé, etc.), à mettre les francophones dans une position de

faiblesse. Par rapport à tout cela, plutôt que d'être en force dans une majorité fédérale, les francophones ne seront représentés que par un électeur sur quatre. C'est inquiétant...”

## Mais des alternatives à la Suédoise étaient-elles possibles à court terme ?

“C'est une évidence.”

## Lesquels, à court terme ?

“Pourquoi voulez-vous que cette configuration aille plus vite qu'une autre... ? Sauf si le MR, tout de suite, se met dans la roue de la N-VA. Ce qui est possible.”

## C'est surtout le CD&V qui s'est mis dans la roue de la N-VA...

“C'était possible de former un gouvernement sans la N-VA avec les partis en présence. Le problème, c'est que ce gouvernement a, dès le départ, un vice dans sa constitution.”

## À savoir ?

“Une trahison ! Le MR a dit, avant les élections, qu'il ne s'associerait pas avec la N-VA.”

## Mais le point de départ reste que le CD&V a lié son sort à celui des nationalistes ?

“Si le MR avait dit ‘il n'est pas question que les francophones soient dans un gouvernement dans lequel ils seront totalement méprisés et minorisés’, il y aurait eu une autre configuration. Ils ont préféré y aller à n'importe quel prix, même en trahissant leur parole et la cause des francophones.

Je ne fais que le constater...”

## Au PS, vous avez senti la tentation du CD&V de vous mettre dans l'opposition... Ce qui a d'ailleurs précipité l'accord en Wallonie et à Bruxelles. N'est-ce pas cela qui a provoqué la situation actuelle ?

“Au niveau régional, nous avons respecté nos engagements : former

des coalitions les plus progressistes possibles, si possible, sans les libéraux.”

## Mais Paul Magnette (PS) disait que former des gouvernements dans les Régions avant le fédéral reviendrait à faire un “cadeau” à la N-VA...

“Oui, il s'est exprimé. Il a dit que, si possible, il voulait de la cohérence (NdIR: entre les majorités régionales et fédérale). Après les élections, il n'y a plus eu de contacts entre les francophones et les néerlandophones. Là, on sentait qu'il n'y avait pas nécessairement cette volonté de cohérence. On a vu que le CD&V a pris langue très rapidement avec la N-VA. Il n'y avait dès lors plus cette volonté de faire quelque chose qui permettait de laisser les nationalistes en dehors du cadre de formation des gouvernements.”

## On y revient : le point de départ, c'est surtout que le CD&V était dans la roue de la N-VA, pas le MR.

“Les deux étaient dans sa roue.”

## Avec le CD&V qui se scotche à la N-VA, c'était la Suédoise tout de suite ou une crise comme en 2010-2011.

“Je ne le pense absolument pas ! Si Charles Michel avait dit ‘je ne trahis pas la cause des francophones’, on avait une tout autre perspective, d'autres possibilités - y compris sans les socialistes. Mais il n'a pas travaillé à cela à cause d'un sentiment de vengeance face à ce qui s'était passé dans les Régions. Je peux comprendre la déception, mais pas la vengeance en prenant les francophones en otage.”

## Charles Michel, dans sa mission d'informateur, a voulu intégrer le PS ?

“Je ne le pense pas ou, alors, avec un petit jeu politique de donnant-donnant (NdIR: entrer aussi

dans les Régions). Ce n'est pas comme ça qu'on fait de la belle politique.”

## Le PS a mis le MR dehors dans les Régions. Pouvez-vous comprendre que Charles Michel ait adopté la même attitude au fédéral à l'égard du PS ?

“Les jeux politiques existent, c'est sûr, mais ici on va plus loin. On est dans un gouvernement de rupture comme on n'en a jamais vu depuis la création de la Belgique. Il y a un vice de départ de trahison de l'électeur. Seul un francophone sur quatre est représenté par ce gouvernement, vous imaginez ? !”

## La confiance entre le MR et les autres partis francophones est-elle rompue pour de bon ?

“Une confiance, ça se construit. Avec Charles Michel, comment voulez-vous reconstruire une confiance ? Il a appliqué l'exact contraire de ses promesses ! À l'avenir, on se dira tous les jours que c'est un menteur...”

## Concrètement, comment les francophones pourraient être mis à mal par la Suédoise ?

“Je vais d'abord attendre leur programme de gouvernement. Je sais qu'ils travaillent sur base de la note de Bart De Wever (NdIR: qu'il avait déposée en tant qu'infor-

mateur royal) qui n'était pas mince sur le plan social..."

**Craignez-vous des tensions dans la concertation entre le fédéral et les entités fédérées ?**

"Ce ne sera pas évident. La rupture est totalement asymétrique puisque tout le gouvernement flamand est au fédéral, alors que du côté francophone, pour défendre les Régions et Communautés, il n'y a aucun parti au fédéral. Ceci dit,

le PS travaillera pour la stabilité du pays. Nous n'allons pas placer des bombes... Mais nous ne serons pas des paillasons, nous allons défendre les Wallons, les Bruxellois, la sécurité sociale, le bien-être belge."

**Certaines décisions prises par le gouvernement Di Rupo ont été mal perçues par votre électorat. Ce**

**passage dans l'opposition n'est-il pas bénéfique pour le PS ?**

**que pour le PS ?**

"Je ne réfléchis jamais comme ça. Pour mieux défendre les gens, il faut être dans l'action, là où les décisions se prennent."

Interview >  
Antoine Clevers